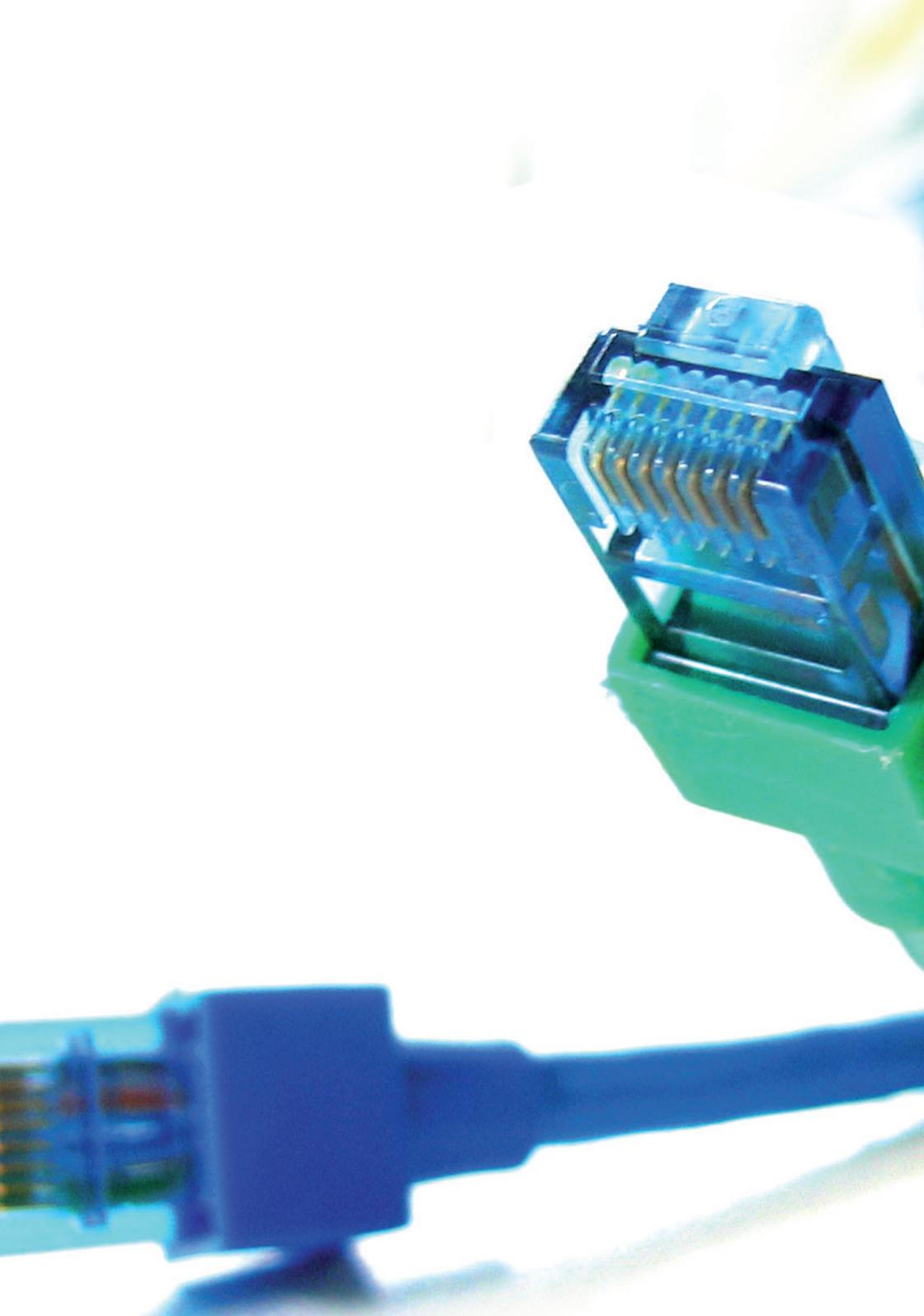


AFRIQUE 2.0

00010101011011
101010101010101110
11010101011010101011010110101110100
0101010101011010110101010110111010101
10100101010000101110100011101110100011000
010100011101000110101000110101100010101001
1101010100010101011011110101011000000111010
0101101010101010101010101110110101101010101101010
100011010101011010101011010110101110100001101010
010101010101101011010101011011101010110101100010101
010101000010111010001110111010001100011011010100
100011010110001010100010101001010101010
1111010101100000011101010101
01110110101101010101101010
1101011010111010000110
101011011101010110101
111101110100011000110
0110101100010101001010
11010101100000011101010
1011010110101010110
0101101011101000
101101110101011
1101110100011
101100010
1011000







INTRODUCTION

L'expression « Afrique 2.0 » pourrait aussi se traduire par la cyber@frique. Elle soulève bien entendu la problématique d'une Afrique, qui vit elle aussi, à grande vitesse, l'ère du numérique et de la mondialisation médiatique. L'accès à Internet y est certes plus récent que l'exposition des sociétés africaines aux radios et télévisions internationales. L'Afrique subsaharienne est désormais branchée sur le monde et ses réseaux. Elle n'a décidément plus rien d'un continent anachronique et coupé du monde.

De fait, le succès fulgurant d'Internet constitue les jalons d'une nouvelle vague high-tech, dite parfois abusivement le « Web 2.0 ». En effet, la classification habituelle du Web en Web 1.0, 2.0 et 3.0 ne s'impose pas toujours. La continuité technologique ou sémantique avec les versions antérieures est évidente. On pourrait donc tout simplement dire Internet, la Toile, le Net ou encore le « World Wide Web », « www », en sigle. Il s'agit en l'occurrence d'un puissant outil de collaboration accessible au grand public. Plus techniquement, il s'agit de l'implémentation du principe d'hypertexte. Ce dernier assure la compatibilité des différentes technologies de la Toile et la rend plus « vivante ». Diverses interfaces permettent ainsi de booster massivement les interactions des utilisateurs, non seulement entre eux, mais aussi avec le contenu et la structure des pages. Bref, c'est l'avènement du Web social, participatif et/ou collaboratif¹.

En clair, les internautes reprennent la main. Et, ce qui rend la Toile Vivante, c'est tout simplement nous, les utilisateurs. Les blogs, les sites de réseaux sociaux ou encore les Wiki ont dès lors le vent en poupe. Une nouvelle génération de sites chamboule nos schémas conceptuels et notre langage. Grâce à nous, Internet a remplacé les annuaires téléphoniques. Il est devenu la principale source d'information. Il accroît la visibilité de ceux qui créent leur propre média. Selon Tim O'Reilly, qui a le plus popularisé le terme de Web 2.0, le concept de base revient essentiellement à utiliser l'intelligence collective et/ou participative².

De plus, la conjonction historique de la numérisation généralisée de l'information et de sa mise en réseau, via Internet, s'amplifie très largement. La société de l'information s'érige désormais en un paradigme sociétal nouveau. Il est devenu un élément structurant de la vie économique, le fil conducteur de la vie de l'homo numericus. La révolution numérique travaille donc, en profondeur, la culture. Elle détermine la manière dont elle se construit, elle se transmet, se finance et se vend. Aussi, en Afrique, le triomphe d'Internet et l'idéologie libertaire consécutive postulent-ils finalement une autre manière de communiquer et de traiter l'information qu'il convient de cerner. Le paradigme de la société de l'information est-il transposable en Afrique ? Quels sont ses atouts et ses faiblesses quant à son appropriation par les africains ?

¹ Cf. B. Mpoto, « Web 2.0 : dualisation ou fin de l'information », Bruxelles, Cpcp, 2009, pp. 3-5

² Cf. B. Mpoto, « op. cit. », pp. 4-5

I. UNE AFRIQUE BRANCHÉE

Durant l'été 2003, une émission de télé-réalité fit couler beaucoup d'encre. En effet, selon un script bien formaté aux États-Unis, en Asie et en Europe, douze compétiteurs issus de douze pays subsahariens³ furent coachés et triés pour participer à un « Big Brother Africa⁴ ». Ils furent enfermés, trois mois durant, dans une villa de Johannesburg baptisée « Home of Africa ». Leur vie était épiée par des dizaines de caméras et de micros et suivie par l'Afrique tout entière. Le public votait par SMS pour éliminer les compétiteurs. La gagnante fut une zambienne. Elle remporta cent mille dollars et tous les honneurs officiels du gouvernement de son pays. Ce fut un véritable show médiatique : « l'émission fut suivie tous les soirs par 30 millions de téléspectateurs dans 46 pays du continent⁵ ».

La finale dépassa tous les records d'audience : « à la ville comme à la campagne, dans les bars et les maisons, jeunes et vieux s'amassèrent devant leur téléviseur⁶ ». Le succès fut si populaire qu'un journal sud-africain déclara : « Big Brother Africa a réussi là où l'Organisation de l'unité africaine a échoué, en unifiant les citoyens ordinaires de l'Afrique⁷ ». Même si le qualificatif d'unificateur semble quelque peu exagéré, l'on devra par ailleurs reconnaître qu'il ne laissa personne indifférent. Il déclencha ainsi un concert de louanges et d'indignations, qui rappelle fort à propos la querelle des « anciens » et des « modernes ». En effet, aussi bien l'Afrique moderne que la traditionnelle, sont désormais toutes les deux connectées à la même télévision. Big Brother suscita effectivement des débats passionnés dans la presse africaine.

Pour certains, Big Brother Africa a été rapidement accusé de constituer un nivellement par le bas : « Pourquoi sommes-nous si prompts à accepter les déchets lorsqu'ils proviennent de l'Occident ? Pourquoi ne sommes-nous pas aussi agressifs dans la promotion de nos propres modes de vie et de nos valeurs au monde extérieur ? Je soutiens les leaders du Malawi et de Namibie et la communauté religieuse d'Ouganda dans leur censure de l'émission de télé-réalité Big Brother Africa. Qu'apprennent nos enfants de

³ Parmi ces pays, on peut citer : Ghana, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Malawi, Zambie, Angola, Namibie, Botswana, Zimbabwe, Nigeria et Afrique du Sud.

⁴ J.-M. Severino, O. Ray, « Le temps de l'Afrique », Paris, Odile Jacob, 2010, p. 153.

⁵ *Ibidem*, pp. 153-154

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

ce spectacle en regardant des colocataires se baigner nus et vomir après des heures de débauche ? ⁸ ». Pour d'autres, par contre, à l'instar de ce juriste angolais : « *Les Africains sont devenus cosmopolitains. Leur comportement de colocataires et leurs habitudes sexuelles sont représentatifs des vies et des façons de voir dans cette nouvelle Afrique mondialisée. Ils n'ont pas ou peu d'affinité avec les valeurs, normes et institutions traditionnelles... L'immoralité, la boisson et le tabagisme dans l'appartement Big Brother ne peuvent pas être caractérisés d'européens ou d'américains. On ne peut donc pas dire que ce sont des comportements non africains. Les habits occidentaux que nous portons sont non africains. Même la religion est non africaine. Où est-ce que ces pasteurs voient la frontière ?* » ⁹ ».

Bref, l'Afrique branchée est une Afrique qui avance à toute allure dans un univers médiatique mondialisé. La télé-réalité n'est plus l'apanage de « l'Occident ». Elle est plutôt le symbole du monde contemporain dans toutes ses ambiguïtés, auquel l'Afrique du 21^{ème} siècle participe inexorablement. Qu'il atteste de « l'occidentalisation » ou de la « modernisation » de l'Afrique, Big Brother Africa l'a surtout interrogée dans ses identités. De ce fait, il a confirmé le pouvoir de la télévision dans la construction de modèles sociaux et culturels. En effet, cette compétition populaire aura transcendé les clivages ethniques à la faveur d'un véritable concours de beauté entre douze jeunes nations africaines prises au jeu patriotique¹⁰.

Tout aussi controversés et popularisés que Big Brother Africa, les films nigériens devraient aussi susciter les mêmes interrogations. Ils capturent et scénarisent en effet la vie quotidienne d'une société africaine en pleine mutation. Dans « *Who killed Okomfo Anokye* », par exemple, un « born again » fortuné chasse son frère, prêtre vaudou installé dans un bidonville : « Tu n'es plus mon frère », déclare-t-il en anglais, une bible à la main¹¹ ». Il s'agit en l'occurrence d'une authentique industrie du cinéma. Certains la qualifient avec humour de « Hollywood » nigérian. Son chiffre d'affaires avoisine les trois cents millions de dollars par an. Elle emploie près d'un million de personnes et constitue le deuxième employeur du pays, après l'agriculture. Ces films mêlent allègrement histoires d'amour et ascensions sociales de jeunes Nigériens : « le scénario met en scène à grande dose de pathos le clash entre les traditions du village (langues traditionnelles,

⁸ *Ibid*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Cf. Ibid., pp. 154-155.*

sorcellerie) et la modernité de la ville (religions monothéistes, anonymat urbain). Mutilations génitales, polygamie, sorcellerie et religions traditionnelles, adultère, hypocrisie de leaders religieux, relations entre locataires et riches propriétaires, trafics de drogue et violence urbaine y figurent¹² ». Les plus grands succès sont exportés. Ils font fureur dans les échoppes africaines du Bronx, du XVIII^{ème} arrondissement de Paris, de Matonge de Bruxelles ou du nord de Londres.

Il s'avère donc que l'Afrique qui s'approprie des émissions cultes de la culture mondiale, possède elle aussi sa propre industrie du cinéma. Elle est tout aussi branchée sur les réseaux mondiaux de l'information : « Canal+ compte plus de 100 000 abonnés en Afrique : de Dakar à Yaoundé en passant par un petit village de Centrafrique, des troquets proposent depuis peu à leurs clients les programmes de la chaîne cryptée française. TV5 Monde et France 24 sont également facilement disponibles et très suivis à travers l'Afrique francophone, comme le sont CNN, BCC ou la Voice of America dans tout le continent¹³ ». Une telle pénétration récente de médias du Nord jusqu'au cœur de l'Afrique et la démultiplication des sources d'information disponibles sont porteuses de transformations accélérées des us et coutumes. A l'instar de l'épisode de « l'Arche de Zoé », en 2007, elle offre non seulement une certaine grille de lecture de l'actualité, mais elle permet aussi aux sociétés africaines, de par l'effet miroir, de se remettre en question grâce au prisme des reportages qui leur sont consacrés sur BBC, CNN ou TV5.

En effet, profitant de la vague humanitaire qui s'abattait alors, une association française « l'Arche de Zoé » avait exfiltré en France, au mépris de l'éthique et du droit, des enfants tchadiens et soudanais présentés comme orphelins. Les employés de l'association furent arrêtés et détenus par les autorités tchadiennes, sous le regard inquisiteur des médias de l'Hexagone. Mais, les propos du chef de l'État français, qui avouait, après une première série de libérations, son intention d'aller « chercher tous ceux qui restent, quoi qu'ils aient fait¹⁴ » provoquèrent un tollé général au Tchad. Ainsi, le discours destiné à rassurer le public français fut interprété à N'Djamena comme une grave ingérence de la France dans le processus judiciaire tcha-

¹¹ *Ibid.*, p. 155.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*, p. 156.

¹⁴ *Ibid.*

dien. Ce qui déclencha aussitôt des manifestations anti-françaises. Moralité : prise comme objet d'information, la société tchadienne a prouvé avec vigueur qu'elle en était aussi un acteur. Et, ce passage de l'Afrique « du statut « d'objet » à celui de « sujet » d'information s'accompagne d'effets dont nous n'avons probablement pas pris toute la mesure¹⁵ ».

L'effet peut justement s'avérer paradoxal et influencer la dynamique de certains conflits, pour le meilleur comme pour le pire. Les médias étrangers offrent une ouverture sur le monde : ils diffusent une information et des analyses extérieures sur la situation du continent. De ce fait, on est moins prisonnier des rumeurs qui abondent dans toute société en guerre et de la propagande de l'un ou l'autre belligérant. Peut-être le génocide rwandais n'aurait-il pas atteint le niveau de violence que l'on connaît si les postes de radio rwandais avaient été davantage branchés sur la BBC ou RFI plutôt que sur l'infâme Radio-télévision des Mille Collines ? Aussi, d'autant qu'ils contribuent à diversifier les sources d'informations disponibles, la progression de l'audience de médias internationaux en Afrique subsaharienne peut-elle constituer un facteur stabilisateur des conflits ?

Mais, un tel effet miroir pourrait cependant jouer dans le sens inverse, notamment lorsque les médias étrangers contribuent à exacerber des clivages locaux. En effet, « présenter des conflits complexes dans des formats brefs à un public international peu familier des questions africaines conduit nécessairement à certaines simplifications des enjeux en présence¹⁶ ». Le miroir devient de cette façon excessivement déformant. Il contribue à figer une grille de lecture simpliste et à influencer négativement la perception des acteurs du conflit eux-mêmes. Ce phénomène intervient encore dans la crise en Côte-d'Ivoire. Elle est surtout présentée dans les médias européens et américains comme un conflit « entre Nord musulman et Sud chrétien et animiste ». Or, ce raccourci est trompeur à plusieurs égards et réduit un ensemble de tensions sociales, économiques et politiques à un conflit religieux fantasmé. Il fait par conséquent l'impasse sur la question bien plus complexe de « l'ivoirité ». Mais ces erreurs d'interprétation seraient seulement regrettables si elles ne contribuaient qu'à une mauvaise information du public européen ou nord-américain. Elles charrient malheureusement des conséquences bien plus lourdes à l'ère de la mondialisation médiatique. Car les catégories conceptuelles simplifiées diffusées par les

¹⁵ *Ibid.*, p.157.

¹⁶ *Ibid.*

médias internationaux peuvent être appropriées et manipulées par les acteurs du conflit eux-mêmes.

Il en est de même pour les violences qui sévissent au Darfour. Pour la presse européenne et américaine, c'est le fait de milices arabo-musulmanes janjawids contre des tribus africaines chrétiennes et animistes. Or, la réalité communautaire et politique du conflit au Darfour est bien plus complexe. D'où l'opportunisme des acteurs de la rébellion anti-gouvernementale qui ont rapidement su jouer de ce stéréotype. En effet, à la recherche de soutiens financiers extérieurs, ils présentent désormais leurs tribus « africaines » comme victimes de janjawids arabes à la solde du gouvernement islamiste au pouvoir à Khartoum. Et, le même phénomène est aussi à l'œuvre au Nigeria et en Somalie. Bref, le branchement de l'Afrique sur les réseaux mondiaux de l'information place ces derniers devant une nouvelle responsabilité¹⁷.

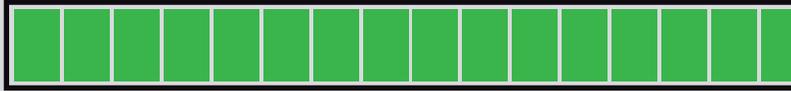
Outre cet « effet miroir » tantôt apaisant, tantôt envenimant, les médias fabriquent la perception africaine des sociétés du Nord. En effet, les séries et films occidentaux donnent à voir une société occidentale consommatrice et prospère. Elle est en fort contraste avec la précarité qu'endurent la grande majorité des jeunes téléspectateurs africains. Or, ce clash de pauvreté et de richesse, rappelé quotidiennement par des images venues d'ailleurs, est nécessairement déstabilisateur pour la « génération ajustée ». Elle, qui subit le pire de la crise économique alors même qu'elle découvre les images en couleur d'une société de consommation dispendieuse en provenance de Hollywood.

Qui plus est, ce gouffre entre l'aspiration à participer à la prospérité et l'inertie de la grande pauvreté pourrait engendrer un sentiment ambigu de fascination et de rejet de la société occidentale. Il suscite aussi des vocations à l'émigration. Peut-être qu'à terme, une imbrication des sociétés africaines et occidentales permettra de complexifier les perceptions africaines de modes de vie aujourd'hui idéalisés ! De plus, de nouvelles voix émergent depuis peu dans le paysage médiatique subsaharien. Les chaînes internationales comme « Al-Jazira » contribuent elles aussi à la diversification des sources d'information et d'analyse de l'Afrique, de l'Occident et du monde. Elles fournissent, en effet, des modèles alternatifs à même de remettre en cause le monopole médiatique occidental¹⁸.

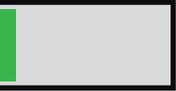
¹⁷ Cf. *Ibid.*

¹⁸ Cf. *Ibid.*

Afrique 2.0



Connexion en cours ... veuillez patienter



Annuler

II. UNE AFRIQUE À L'ÈRE NUMÉRIQUE

La révolution numérique inaugure une nouvelle ère. Elle est certes plus tardive que l'exposition des sociétés africaines aux radios et télévisions internationales. Mais l'accès à Internet s'étend déjà à grande vitesse. En effet, l'installation du premier grand câble de fibre optique le long des côtes d'Afrique de l'Ouest, en 2002, fit baisser sensiblement le prix horaire de connexion. Les cybercafés se multiplièrent, ouvrant ainsi la voie à la démocratisation d'Internet sur le sous-continent : « largués au fond des océans sur des milliers de kilomètres, d'importants réseaux de câbles de fibre optique connectent depuis peu l'Afrique à l'Europe, à l'Inde et aux États-Unis. En désengorgeant les satellites de télécommunication, ces nouvelles infrastructures permettent de démultiplier le stock d'informations échangées par minute, la vitesse de téléchargement tout comme le nombre d'utilisateurs connectés¹⁹ ».

En Afrique comme ailleurs, l'accès rapide et gratuit à l'information, le travail sur messagerie électronique et l'Internet-banking permettent d'importants gains de temps et de coûts. L'ère numérique est surtout porteuse de gains de productivité considérables. Et, pour des pays en développement, cela représente un bond en avant bien supérieur à celui des sociétés qui ont dû d'abord s'équiper de réseaux et de services publics télématiques performants. C'est le phénomène dit du « Leapfrogging »²⁰. Par exemple, dans de nombreuses régions d'Afrique, Internet arrive alors qu'aucun réseau postal viable n'existait pas. En moins d'une génération, les bénéficiaires passent ainsi d'un isolement quasi total du monde et de ses réseaux à un branchement sur la toile mondiale. Cela rend possible toute une série d'activités économiques et d'échanges inenvisageables jusqu'alors. Ce désenclavement numérique de l'Afrique permet donc d'outrepasser des handicaps qui ont longtemps pesé sur le développement du sous-continent, notamment en termes de santé et d'éducation.

L'impact sur le domaine médical est on ne peut plus décisif. En effet, l'Afrique a toujours souffert à la fois d'un manque de personnel qualifié, d'un déficit logistique et du regroupement dans les seules capitales des différents services adéquats. Or, l'arrivée d'Internet haut débit au Mali a, par exem-

¹⁹ *Ibid.*, pp.157-160.

²⁰ *Par exemple, lorsqu'un pays brûle les étapes du développement en accédant à des technologies de pointe sans passer par la génération technologique précédente, souvent plus chère et moins efficace.*

ple, permis une petite révolution dans le domaine de la télémédecine. Il existe en effet un projet de télésanté dit « kenya blown ». Il met en réseau trois hôpitaux de la capitale Bamako et deux hôpitaux régionaux à Ségou et Tombouctou. Ils sont tous connectés à l'hôpital universitaire de Genève. Outre la formation continue des médecins maliens par l'intermédiaire de cours en ligne, ce montage permet l'organisation de téléconsultations²¹.

Le raccordement de l'Afrique au monde par les autoroutes de fibre optique révolutionne aussi le domaine de l'enseignement. L'urgence est en l'occurrence d'autant plus criante que l'enseignement supérieur est particulièrement sinistré depuis les ajustements structurels. Comment dès lors reconstituer les précieux stocks de bibliothèques universitaires pillées lors de troubles politiques ou délabrées par manque d'entretien ? Le nombre d'ouvrages et de documents académiques disponibles en format électronique est aujourd'hui considérable à travers le monde entier. Aussi la connexion Internet des bibliothèques universitaires des grandes villes africaines offre-t-elle désormais aux étudiants africains un accès au savoir sans commune mesure : « qu'il soit à Paris, Dakar ou Johannesburg, tout internaute a aujourd'hui accès aux ressources en ligne de la bibliothèque du Congrès américain, il peut télécharger les podcasts²² des enseignements donnés au Collège de France ou suivre par vidéo des dizaines de cours en science politique de l'Université de Berkeley en Californie²³ ». L'accès aux plus grands spécialistes n'est donc plus réservé aux seuls étudiants des grandes universités du Nord.

En outre, une université virtuelle a même été implémentée pour les étudiants africains. Elle a été impulsée par la Banque mondiale et soutenue par Microsoft. Cette université virtuelle africaine (UVA) permet à de jeunes Africains, répartis dans une dizaine de pays du sous-continent, de décrocher une licence, un master ou un doctorat d'une université canadienne. Ils sont regroupés dans des centres spécialement équipés, au sein des universités africaines et suivent des cours par vidéo conférences sur grand écran. Ils peuvent dès lors travailler sur des CD-Roms et inter-agir avec leurs tuteurs par SMS et téléphone. Bref, sans quitter leur pays, ils peuvent ainsi obtenir un diplôme canadien en langues, énergies renouvelables, journalisme ou technologies de l'information.

²¹ Cf. *Ibid.*

²² Le podcasting est un moyen gratuit de diffusion de fichiers audio et vidéo sur Internet. Ils sont téléchargeables et podcasts.

²³ *Ibid.*

Certes, eu égard au faible taux de pénétration et au coût prohibitif de l'accès à Internet, la « cyber@frique²⁴ » relève encore de la gageure pour de nombreux Africains. La réalité de la fracture numérique est encore bien prégnante. Toujours est-il qu'une démocratisation progressive de l'accès à l'information et aux moyens d'expression modifie le rapport de force entre les pouvoirs politiques et la société civile. Car, Internet, via notamment les réseaux sociaux, est devenu la voix d'expression privilégiée de l'opposition politique d'autant qu'il permet de contourner la censure des médias classiques : « sur les blogs politiques hébergés à l'étranger se retrouvent notamment expatriés, opposants politiques de l'intérieur et militants internationaux des droits de l'homme. La mise en lumière de cas de corruption caractérisée sur des forums ou journaux en ligne force parfois la justice à s'en saisir²⁵ ».

Mais le branchement de l'Afrique sur la toile engendre aussi des effets secondaires plus pervers. Internet favorise notamment le développement de la délinquance. Profitant, en effet, de l'absence de structures nationales de régulation, les cybercriminels rivalisent d'ingéniosité. Et, l'Afrique s'est rapidement branchée sur les réseaux de la cybercriminalité. Le « phishing²⁶ » est désormais une pratique courante en Afrique de l'Ouest. Souvent à partir du Nigeria, les « phishers » n'hésitent plus à « s'attaquer aux grandes banques du Nord, utilisant leurs logos et parfois leurs fichiers clients. Ils laissent des annonces sur des sites français d'immobilier, proposant des appartements à louer au cœur de Paris, photos à l'appui – moyennant quelques centaines d'euros de caution préalable²⁷ ».

²⁴ Ce vocable est emprunté à l'auteur.

²⁵ Ibid.

²⁶ Le « phishing » consiste à envoyer des messages électroniques à des milliers d'internautes afin d'obtenir en retour des informations bancaires et de siphonner leurs comptes. Les adeptes sont dits des « phishers ».

14 ²⁷ Ibid., pp. 162-163.

CONCLUSION

Afrique 2.0 et/ou la cyber@frique est effectivement cette Afrique embarquée à l'ère du numérique et de la mondialisation médiatique : une Afrique branchée au monde et à ses réseaux de l'information. Via le « Big Brother », elle s'approprie des émissions cultes de la culture mondiale et possède sa propre industrie du cinéma. Aussi la démultiplication des sources d'information est-elle porteuse de transformations accélérées des façons d'être et de penser. En effet, de par l'effet miroir, la mondialisation médiatisée offre aux africains un prisme par lequel ils peuvent se voir et devenir des sujets de leur histoire.

L'accès à Internet y est certes récent, mais il s'étend à grande vitesse. Le taux de pénétration demeure plus faible en Afrique que sur les autres continents. De plus, le coût prohibitif de l'accès à Internet soulève l'épineux problème de la fracture numérique. De par le phénomène dit du « Leapfrogging », l'Afrique devrait cependant bénéficier de gains de productivité considérables. Et, une telle démocratisation de l'Internet en Afrique constitue un atout majeur pour subjuguier des difficultés récurrentes en matière de santé, d'éducation et de participation citoyenne. Enfin, des normes juridiques s'imposent pour combattre la cybercriminalité.

BIBLIOGRAPHIE

- ALDEN, C., « China in Africa », Zed Books, 2007
- BAYART, J.-F., « L'illusion identitaire », Paris, Fayard, 1996
- BAYART, J.-F., « La politique africaine de la France est régressive », in « Le Figaro », Paris, 6 juillet 2005
- BRUNEL, S., « L'Afrique, un continent en réserve de développement », Paris, Breal, 2003
- COLLIER, P., GUNNING, J.W., « Why has Africa Grown slowly ? », in « The Journal of Economic Perspectives », 1999, vol. 13, pp. 3-22
- DEL PONTE, C., « La traque, les criminels de guerre et moi », Paris, Héloïse d'Ormesson, 2009
- ELA, J.-M., « Symbolique africaine et mystère chrétien », Les Quatres Fleuves, Paris, Beauchesne, 1979
- GAYE, A., « Chine-Afrique : le dragon et l'autruche », Paris, Harmattan, 2006
- GLASER, A., SMITH, S., « Sarko en Afrique », Paris, Plon, 2008
- HALIMI, S., « Wall-Mart à l'assaut du monde », in « Le Monde diplomatique », janvier 2006
- HARTMANN, F., « Paix et châtement. Les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales », Paris, Flammarion, 2007
- HERAN, F., « Le temps des immigrants. Essai sur le destin de la population française », Paris, Le Seuil, 2007
- KAVUMA, R.M., « Prayers for sale », in « The Weekly Observer », Kampala, 5-11 April 2007
- MARCHAL, R., « Afrique-Asie : une autre mondialisation ? », Paris, Presses de Sciences-Po, 2008
- MEIER, B., « For US-Nigeria go-between, ties yield profits and criticism », The New York Times, 18 April 2007
- MICHEL, S., BEURET, M., « La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir », Paris, Hachette, Nouv. éd., 2010, 410 p.

- MPOTO, B., « Web 2.0 : dualisation ou fin de l'information », Bruxelles, Cpcp, 2009
- NGOUPANDE, J.-P., « L'Afrique sans la France », Paris, Albin Michel, 2002
- PEAN, P., « Carnages. Les guerres secrètes en Afrique », Paris, Fayard, 2010
- PICQUART, P., « L'empire chinois », Paris, Favre, 2004
- RAULIN, N., LECADRE, R., « Vincent Bolloré, enquête sur un capitaliste au-dessus de tout soupçon », Paris, Denoël, 2000
- ROBERT, A.-C., (éd.), « Indispensable Afrique », in « Le Monde diplomatique. Manière de voir », n° 108, décembre 2009-janvier 2010
- RUEFF, J., « Côte d'Ivoire. Le feu au pré carré », Paris, Autrement, 2004
- SEGUIER, M., « Construire les actions collectives. Développer les solidarités », Paris, Chronique Sociale, 2006
- SEVERINO, J.-M., RAY, O., « Le temps de l'Afrique », Paris, Odile Jacob, 2010
- SMITH, S., « Négrologie », Paris, Calman-Lévy, 2003
- VERSCHAVE, F.-X., « Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ? », Paris, Les Arènes, 2000

Auteur : Basile Mpoto
Juillet 2011

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be